

Note d'orientation COVID-19 d'IGC

Stratégies de confinement et soutien aux foyers vulnérables

Dans tous les pays en développement, les décideurs politiques sont confrontés à la nécessité de prendre des décisions rapides pour répondre à la crise liée au COVID-19, avec peu de données ou de conseil à leur disposition. L'IGC s'efforce d'accompagner ces processus de prise de décision en augmentant l'apport de données et en distillant des orientations politiques pertinentes. Nous lançons un vaste effort collaboratif de collecte de données pour fournir aux décideurs politiques les meilleures données disponibles sur la propagation du virus et sur l'évolution de son impact économique afin que les réponses politiques puissent être adaptées au contexte et aux capacités locales et ajustées en temps réel. Nous nous appuyons également sur l'expertise de chercheurs en économie, développement et santé pour définir des orientations provisoires à partir des éléments limités disponibles à ce jour. Ces orientations reflètent notre vision actuelle. Ce document est évolutif et sera mis à jour à mesure que de nouveaux éléments seront disponibles.

Christopher Adam, professeur à l'Université d'Oxford

Marcella Alsan, professeure à la Harvard Kennedy School

David Atkin, professeur au Massachusetts Institute of Technology

Oriana Bandiera, professeure à la London School of Economics and Political Science

Erik Berglof, professeur à la LSE ; ancien économiste en chef de la BERD

Tim Besley, professeur à la London School of Economics and Political Science

Robin Burgess, professeur à la London School of Economics and Political Science

Michael Callen, professeur à la London School of Economics and Political Science

Katherine Casey, professeure à l'Université de Stanford

Paul Collier, professeur à la Blavatnik School of Government, Université d'Oxford

David Cutler, professeur à l'Université Harvard

Dave Donaldson, professeur au Massachusetts Institute of Technology

Edward Glaeser, professeur à l'Université Harvard

Michael Greenstone, professeur à l'Université de Chicago

Astrid Haas, directrice des politiques à l'International Growth Centre

Jonas Hjort, professeur à l'Université Columbia

Chang-tai Hsieh, professeur à l'Université de Chicago

Kelsey Jack, professeure à l'Université de Californie, Santa Barbara

Adnan Khan, professeur à la London School of Economics

Asim Khwaja, professeur à la Harvard Kennedy School

Michael Kremer, professeur à l'Université Harvard et lauréat du prix Nobel d'économie

Eliana La Ferrara, professeure à l'Université Bocconi

David Lagakos, professeur à l'Université de Californie de San Diego

Jonathan Leape, professeur à la LSE et directeur exécutif à l'International Growth Centre

Stephen Luby, professeur à l'école de médecine de l'Université de Stanford

Rocco Macchiavello, professeur à la London School of Economics and Political Science

Mushfiq Mobarak, professeur à l'Université Yale

Imran Rasul, professeur à l'University College London

Mar Reguant, professeure à l'Université Northwestern

Nicholas Stern, professeur à la London School of Economics and Political Science

Matthieu Teachout, directeur de recherche à l'International Growth Centre

Nick Tsivanidis, professeur à l'Université de Californie de Berkeley

Andrés Velasco, doyen de la School of Public Policy, LSE ; ancien ministre des Finances, Chili

Tony Venables, professeur à l'Université d'Oxford ; ancien économiste en chef du DFID

Eric Verhoogen, professeur à l'Université Columbia

Leonard Wantchekon, professeur à l'Université de Princeton

Christopher Adam, professeur à l'Université d'Oxford

Présentation

- 1. La crise sanitaire liée au COVID-19 est une crise économique :** limiter les interactions sociales pour ralentir la propagation du virus a également limité les interactions économiques essentielles à l'emploi et au commerce, entraînant un effondrement de l'activité économique dans les pays en développement, sapant les moyens de subsistance et augmentant l'extrême pauvreté et la faim. Les politiques contribuant à affronter la crise économique sont un élément essentiel de l'ensemble des politiques nécessaires pour gérer la crise sanitaire. Une économie qui fonctionne est fondamentale pour la santé de la population, en particulier dans les communautés très pauvres.
- 2. Les réponses politiques à la crise de COVID-19 des pays développés ne constituent pas un bon modèle pour les pays en développement :** imposer des fermetures prolongées risque de provoquer une privation généralisée et des conséquences sanitaires imprévisibles dans les pays en développement, qui connaissent également de fortes baisses des prix des produits de première nécessité, des transferts de fonds, du tourisme et du commerce et qui ont une capacité fiscale et institutionnelle limitée pour soutenir les foyers vulnérables. La réponse politique à la crise du COVID-19 dans les pays en développement doit tenir compte de ces facteurs et être adaptée au contexte local de chaque pays.
- 3. Les stratégies de confinement doivent évaluer les risques sanitaires de COVID-19 par rapport à la privation et aux dommages économiques à long terme :** dans les pays pauvres, les fermetures ont déjà des effets dévastateurs sur les revenus et la consommation, entraînant un nombre important de foyers dans l'extrême pauvreté et la plus grande privation. La réponse au COVID-19 a également d'autres implications sanitaires: les vaccinations ne se font plus, les mères ne vont pas à l'hôpital pour accoucher et d'autres pathologies ne sont pas traitées. À plus long terme, le chômage de masse, dans les secteurs formel et informel, et des mesures telles que les fermetures d'écoles risquent de marquer toute une génération. Les gouvernements doivent concevoir des stratégies de confinement qui réduisent la contagion tout en limitant les dommages économiques, sanitaires et sociaux.
- 4. Il est fondamental de soutenir les moyens de subsistance :** le soutien direct aux individus, lorsque cela est possible, est un élément fondamental de la réponse politique. La crise a déjà entraîné une extension spectaculaire de la protection sociale dans les pays à revenu intermédiaire. Dans ces pays, étendre la couverture doit être la priorité, comme abordé ci-dessous. Dans les pays à faible revenu, cependant, la protection sociale des plus pauvres est minime. Le soutien de la communauté internationale est essentiel. Mais ce n'est qu'une solution partielle, notamment parce que les pays les plus pauvres ont une capacité limitée à apporter un soutien direct aux plus démunis, en particulier lorsque les nouvelles personnes vulnérables sont différentes des bénéficiaires traditionnels. Les politiques visant à permettre aux individus de continuer à être actifs sur le plan économique, dans les secteurs formel et informel, sont probablement la seule façon de préserver les moyens de subsistance dans ces régions.
- 5. Le confinement doit stopper les interactions qui créent le plus de risques de contagion et permettre les interactions qui contribuent le plus à réduire la privation :** dans les pays où les populations sont extrêmement vulnérables à l'effondrement économique créé par les fermetures, et où le secteur public a une capacité limitée à apporter une assistance sociale, certaines interactions peuvent être interdites sans danger tandis que d'autres doivent se poursuivre. Il faut avant tout comprendre le contexte et collecter de l'information au niveau local pour évaluer la nécessité d'une courte période initiale de confinement ou la mise en place d'un large éventail de politiques intermédiaires limitant ou contrôlant les interactions. Une approche intelligente du confinement peut être mise en place, qui suit ces principes :

- Assurer la continuité de l'accès à l'alimentation, aux soins de santé essentiels et à d'autres articles essentiels ;
- Limiter les fermetures généralisées, lorsqu'elles sont jugées essentielles, à de courtes périodes pour réduire l'impact sur les moyens de subsistance ;
- Imposer (et lever) les restrictions localement, en tenant compte de la prévalence et des tendances régionales et locales des taux de contamination ainsi que de l'impact économique, plutôt que d'imposer une politique nationale uniforme ;
- Encourager la distanciation physique dès que possible et encourage l'apprentissage par les gouvernements locaux et les communautés sur la meilleure façon d'y parvenir ;
- Interdire les grands rassemblements qui offrent peu d'avantages économiques (ou sanitaires) ;
- Permettre aux activités économiques de se poursuivre tout en encourageant les protocoles appropriés de distanciation et d'hygiène ;
- Développer des outils qui rendront plus sûre la fin des politiques de confinement, tels que les réseaux de distribution de masques faciaux et d'équipements de protection individuelle, la surveillance sentinelle et éventuellement les tests individuels.

6. Communiquer les messages efficacement est essentiel pour obtenir le soutien de la population : les gouvernements doivent signaler l'énormité du défi comme première étape pour garantir le changement de comportement requis et soutenir l'action publique. Les conditions locales peuvent suggérer qu'une période initiale de fermetures générales est nécessaire à cette fin, mais il peut également y avoir d'autres façons de faire comprendre la gravité du défi. Plus généralement, des messages clairs, cohérents et efficaces (étayés par des données dès qu'elles sont disponibles) dans toutes les communautés et à tous les niveaux du gouvernement sont nécessaires pour garantir le soutien populaire aux mesures de confinement. Pour atteindre des taux élevés de respect individuel des réglementations en matière d'hygiène, de distanciation et de mobilité, il faut des messages efficaces éclairés par la science du comportement et travailler avec les dirigeants locaux pour assurer une diffusion efficace des messages dans les communautés. Sans l'adhésion des communautés locales, il est peu probable que les stratégies de confinement réussissent. Le message doit également être axé sur la déstigmatisation des individus, afin que ceux qui sont potentiellement contaminés n'hésitent pas à prendre des mesures proactives telles que l'auto-isolément et la recherche de soins médicaux, et des personnes appartenant à des communautés spécifiques, généralement des minorités, afin qu'elles ne soient pas ciblées comme vecteurs de la maladie.

Réponse politique : stratégies de confinement intelligentes

La stratégie de confinement concerne principalement des restrictions des interactions humaines ; ces restrictions doivent évaluer les risques de contamination par rapport aux avantages de l'interaction. Dans cette section, nous classons les interactions à interdire et les interactions à autoriser, et abordons de nombreuses interactions où l'action appropriée dépend des conditions locales. Nous évoquons également les politiques qui peuvent rendre les interactions moins dangereuses, comme l'hygiène publique, et les politiques qui peuvent permettre une meilleure prise de décision sur l'imposition et la levée des restrictions des interactions humaines.

1. COVID-19 ne peut pas être combattue sans données : les décisions politiques concernant quand, où et comment imposer et lever des restrictions nécessitent des données sur la prévalence, les tendances et la transmission. Des données sont également nécessaires pour

évaluer les risques croissants de privation, voire de faim. Les tests de dépistage individuels du COVID-19 à grande échelle peuvent ne pas être réalisables dans la plupart des pays à faible revenu, et les gouvernements doivent donc tirer parti des approches qui fournissent le plus d'informations avec des installations limitées pour la réalisation de ces tests, par exemple des tests groupés et des mesures de l'utilisation des hôpitaux, tout en investissant en urgence dans d'autres sources d'information. En outre, des données sur les prix des produits alimentaires dans les zones locales sont nécessaires pour identifier les pénuries et contribuer aux réponses politiques. Ces questions sont abordées dans la section « Priorités des données » ci-dessous.

2. Les mesures d'hygiène peuvent contribuer à réduire les risques liés à l'interaction : si la distanciation physique est la mesure la plus efficace pour réduire la transmission, les mesures d'hygiène peuvent contribuer à réduire les risques liés aux interactions (et réduire en même temps les risques d'autres maladies contagieuses). La priorité doit être donnée aux mesures d'hygiène efficaces dans le contexte local, soutenues par des messages publics efficaces pour augmenter la pression sociale et pour que les gouvernements et les ONG améliorent l'accès à l'eau potable :

- Lavage et désinfection des mains, éventuellement favorisés par la distribution gratuite d'eau et de savon.
- Tousser et éternuer dans son coude.
- Désinfection des lieux publics et des transports publics.

3. Prévenir les interactions risquées :

■ **Distanciation physique, isolement et protection :** une priorité élevée doit également être accordée à la distanciation physique, notamment dans les lieux publics, et plus particulièrement à l'isolement des personnes contaminées et à la protection des personnes vulnérables. Les politiques doivent être conscients des difficultés à surmonter dans les quartiers d'habitation informels à haute densité, où, par exemple, l'isolement peut nécessiter le recours à d'autres barrières physiques, dont les masques faciaux, et à des mesures d'hygiène (en particulier lorsqu'aucune barrière physique n'est possible). La priorité doit être accordée aux mesures visant à promouvoir :

- La distanciation physique dans les lieux publics, la mesure la plus prioritaire.
 - L'utilisation de masques faciaux ou d'autres protections faciales, si possible, en particulier pour les personnes contaminées.
 - La quarantaine personnelle ou familiale pour isoler les personnes contaminées ou exposées, si possible.
 - La protection des plus vulnérables, par l'isolement ou des mesures alternatives.
 - Des mesures spéciales dans les zones à forte densité telles que les quartiers d'habitation informels où l'isolement et la protection sont le plus difficile. Il peut s'agir par exemple d'assurer un approvisionnement en eau suffisant sans que les résidents soient contraints à faire de longues files d'attente, de mettre en place des stations de lavage des mains et des espaces de quarantaine fournis par le public, si possible.
- **Restrictions sur les rassemblements publics et les interactions à plus forte densité :** des restrictions sont également nécessaires sur les événements et les environnements qui rendent la distanciation physique difficile ou impossible, comme les grands événements sportifs ou religieux. Toutefois, la prudence est de mise en appliquant des restrictions aux grands marchés publics qui constituent une partie vitale du commerce et de

l'approvisionnement alimentaire. Les priorités sont les suivantes :

- Interdire les grands rassemblements publics.
 - Veiller à ce que les réponses politiques à la crise ne créent pas de nouveaux rassemblements publics, par exemple en distribuant de la nourriture ou une aide en espèces sur des sites centralisés.
 - Réglementer, sans interdire, les marchés à haute densité qui sont un élément essentiel de la chaîne alimentaire, y compris l'espacement des marchés lorsque cela est possible pour favoriser la distanciation physique.
 - Utiliser des outils d'hygiène publique, tels que des stations de lavage des mains, du désinfectant pour les mains, des masques faciaux et des gants jetables gratuits pour limiter le risque de contamination et compléter la distanciation physique, qui peut être difficile à maintenir sur certains marchés.
- **Restrictions sur les migrations à grande échelle** : les migrations de masse peuvent propager la maladie dans de nouvelles régions et impliquer des forts contacts entre les voyageurs. Les migrations peuvent être particulièrement risquées lorsqu'elles s'effectuent d'une région à forte prévalence vers une région à faible prévalence, et de zones à faible transmission ($R_0 < 1$) vers des zones à forte transmission. Les actions prioritaires :
- Limiter autant que possible les migrations à grande échelle, telles que les fêtes religieuses.
 - Étudier l'approche locale appropriée de la migration urbaine-rurale en prenant en compte le soutien aux moyens de subsistance, l'approvisionnement alimentaire, les taux de prévalence et les taux de transmission dans les villes par rapport aux zones rurales concernées, ainsi que le besoin de main-d'œuvre agricole pour les récoltes.
 - Imposer des quarantaines pour limiter le risque que les migrants introduisent la maladie dans les communautés à faible prévalence.

4. Permettre les interactions nécessaires

- **Maintenir les chaînes d'approvisionnement, en particulier pour la nourriture, les soins de santé et autres éléments essentiels** : lorsque les gouvernements n'ont pas la capacité fiscale et institutionnelle de soutenir directement les moyens de subsistance, les mesures visant à maintenir les chaînes d'approvisionnement, l'emploi et le commerce sont essentielles pour éviter une privation massive. La plus haute priorité doit être accordée au maintien des chaînes d'approvisionnement en produits alimentaires, soins de santé et autres produits essentiels.
- Les mesures de confinement doivent être conçues pour minimiser les ruptures dans les chaînes de valeur les plus essentielles, en particulier celles des produits alimentaires, des soins de santé et d'autres biens essentiels, car la charge de l'approvisionnement de ces biens incomberait alors au secteur public qui n'a souvent pas la capacité de le faire à l'échelle nécessaire.
 - Le risque de transmission le long des nœuds vulnérables de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, tels que les grands marchés et les liaisons de transport, doit être réduit par la distanciation physique, les mesures d'hygiène et le port du masque, renforcés par des messages publics.
 - Les données sur les prix de l'alimentation dans les zones locales doivent être surveillées

pour identifier les pénuries et y répondre plus rapidement.

- Les gouvernements doivent envisager de coordonner leurs achats de fournitures essentielles (comme les masques, les équipements de protection individuelle (EPI) et les fournitures médicales) avec d'autres pays pour améliorer l'approvisionnement et la qualité dans un contexte où le marché pour ces produits ne fonctionnent pas efficacement.
- D'éventuels problèmes aux contrôles aux frontières doivent être surveillés pour éviter toute perturbation inutile du commerce international et des chaînes d'approvisionnement.
- Les mesures de confinement doivent minimiser les perturbations sur d'autres marchés, chaînes d'approvisionnement et liaisons de transport, dans le but de maintenir le commerce intérieur et l'activité économique là où les mesures de distanciation physique et/ou d'hygiène peuvent garder au plus bas le risque de transmission.
- **Soutenir les zones rurales** : la plupart des personnes pauvres vivent dans des zones rurales, qui sont également les lieux de production de la plupart des produits alimentaires. Dans certains pays, les exportations agricoles sont une source essentielle de devises, en particulier à l'heure actuelle avec l'effondrement des prix des ressources naturelles. La productivité agricole implique une collaboration avec d'autres agriculteurs et avec les services de transport. Par conséquent, de nombreuses interactions rurales doivent se poursuivre.
 - La distanciation physique ne doit pas entraver la plantation et la récolte, qui déterminent les revenus annuels des ménages agricoles et fournissent l'approvisionnement en produits alimentaires pour maintenir des prix abordables partout.
 - La distribution alimentaire doit continuer à relier les zones rurales aux clients urbains. Des mesures d'hygiène publique, telles que des masques faciaux et des gants jetables, doivent être utilisées pour limiter la propagation de la contamination le long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire.
 - Les zones rurales disposent souvent des informations dont elles ont besoin pour définir leurs propres politiques de confinement. Dans la mesure du possible, les règles doivent être fixées au niveau le plus bas possible.
- **Maintenir les services publics essentiels** : les gouvernements doivent identifier les services publics auxquels il convient de donner la priorité et veiller à ce que la disponibilité des personnes et des biens pour fournir ces services reste conséquente.
 - Le secteur de la santé est particulièrement critique, mais aussi particulièrement vulnérable. Le développement de pratiques adaptées au contexte pour réduire les risques, ainsi que la fourniture d'équipements de protection individuelle (EPI) sont fondamentaux pour les agents de santé qui interagissent avec les patients COVID-19.
 - La sécurité publique est menacée pendant toute crise, d'autant plus que la santé du personnel de police est également menacée. Les travailleurs du secteur public qui sont nécessaires pour maintenir la sécurité publique doivent également être prioritaires pour les EPI et les mesures d'hygiène, tout comme les travailleurs des transports essentiels.
 - La collecte et l'analyse des données sont essentielles pour guider la réponse politique et cibler les ressources publiques limitées.
 - Les gouvernements doivent identifier les services publics à prioriser et les défis

financiers et non financiers liés au maintien de leur efficacité.

5. Politiques complémentaires :

- **Restrictions de mobilité** : les gouvernements doivent adopter une approche locale de confinement, donner la priorité aux restrictions de mobilité des personnes et chercher à minimiser les restrictions sur les mouvements de biens et services essentiels, et sur les marchandises en général.
 - Adopter une approche locale de confinement, en tenant compte de la prévalence locale et des tendances des taux de contamination lors de l'imposition et de la levée des restrictions.
 - Autoriser les déplacements pour permettre les activités économiques où la distanciation physique, le port du masque et d'autres mesures peuvent être utilisés pour gérer le risque de contamination.
 - Adopter une approche prudente en imposant des restrictions là où le risque de préjudice à long terme est le plus élevé (par ex. fermetures d'écoles).
 - Exiger le port du masque en voyage, lorsque cela est possible.
 - Protéger les mouvements dans les chaînes d'approvisionnement pour l'alimentation, les soins de santé (y compris les agents de santé) et d'autres services essentiels.
 - Protéger les déplacements pour la sécurité publique et d'autres services publics essentiels.
 - Limiter les mouvements à grande échelle lorsqu'ils ne sont pas essentiels.
- **Restrictions sur les lieux à forte densité de présence humaine mais économiquement importants tels que les marchés et les usines.** Toute configuration où de nombreuses personnes interagissent crée un risque de contagion, mais ces configurations peuvent également être importantes pour la productivité économique et les chaînes d'approvisionnement. Les priorités varient selon les secteurs. La demande manufacturière s'est effondrée et peut ne pas revenir au même niveau, une restructuration peut donc être nécessaire. La demande de services urbains demeure, tout comme la demande agricole, le défi est donc de maintenir les chaînes d'approvisionnement ouvertes. Dense settings that are vital part of food supply chains, such as markets, must remain open with the strongest feasible physical distancing measures.
 - Les environnements denses qui sont une partie vitale des chaînes d'approvisionnement alimentaire, tels que les marchés, doivent rester ouverts avec les mesures de distanciation physique les plus fortes possibles.
 - L'ouverture d'usines à forte intensité de capital et à faible densité peut être faisable, mais l'ouverture d'usines à forte densité de main-d'œuvre est difficile, même si l'impact des fermetures sur les moyens de subsistance est plus important. Il est nécessaire de déterminer si une assistance pourrait être fournie en tirant parti de la masse salariale de ces grandes entreprises.
 - Autoriser les déplacements pour permettre des activités économiques où la distanciation physique, le port du masque et d'autres mesures peuvent être utilisés pour gérer le risque de transmission.
 - Surveiller les changements dans les chaînes de valeur mondiales et gérer leur impact, si possible.

Réponse politique : soutenir les foyers vulnérables

Les fermetures ont déjà des effets dévastateurs sur les revenus et la consommation, entraînant un grand nombre de foyers dans une extrême pauvreté et de grandes privations. Par conséquent, soutenir les foyers vulnérables pendant cette période est fondamental.

Dans cette section, nous décrivons différentes formes de soutien possibles, directement aux foyers vulnérables, sous la forme de distributions de nourriture, en soutenant les entreprises et l'emploi ainsi qu'en apportant un soutien via les chaînes d'approvisionnement internationales.

- 1. Soutien direct aux foyers vulnérables :** une action urgente est nécessaire pour soutenir les foyers touchés par la crise. Dans la mesure du possible, les gouvernements doivent en priorité :
 - Augmenter l'éligibilité à l'aide sociale : étant donné l'urgence de fournir une assistance et le manque d'informations sur la vulnérabilité, les gouvernements doivent immédiatement élargir l'éligibilité aux programmes existants, en éliminant complètement les conditions d'octroi si possible, afin de minimiser les écarts de couverture.
 - Identifier les nouvelles personnes vulnérables : les fermetures créeront un large groupe de nouveaux foyers vulnérables et augmenteront le potentiel d'une plus grande malnutrition et de plus grandes inégalités au sein des foyers. Souvent, ces nouvelles personnes vulnérables ne seront pas couvertes par les programmes de protection sociale existants.
 - Identifier les canaux existants pour le soutien d'urgence : les gouvernements doivent évaluer qui est actuellement couvert par les programmes de protection sociale existants, qui a accès aux banques ou aux services de paiement via téléphone, et le chevauchement avec les nouveaux groupes vulnérables. La mobilisation et la coordination avec les ONG et les secteurs de la société civile sont également essentielles.
- 2. Distribution alimentaire :** la portée limitée des programmes de transferts monétaires dans les pays à faible revenu et les problèmes actuels de la chaîne d'approvisionnement alimentaire ainsi que la hausse des prix des produits alimentaires signifient que la mise en place de systèmes efficaces pour distribuer ces produits alimentaires en toute sécurité est une priorité. Lorsqu'il existe des programmes de soutien alimentaire, ceux-ci peuvent être développés. L'achat centralisé de produits alimentaires peut également constituer une forme de transfert de revenus vers les zones rurales pauvres. Il est important de noter que la collecte auprès de points de distribution centralisés pourrait compromettre la distanciation physique ; des distributions décentralisées sont donc préférables. La distribution alimentaire ne peut être qu'une stratégie à court terme et, sur le long terme, il sera essentiel de garantir un accès durable à des produits alimentaires abordables, en maintenant les chaînes d'approvisionnement.
- 3. Soutenir les entreprises et l'emploi :** il est peu probable qu'apporter un soutien direct aux entreprises soit un moyen efficace d'apporter un soutien immédiat aux travailleurs vulnérables, où la majorité d'entre eux opèrent dans le secteur informel. Il est nécessaire de travailler davantage sur les possibilités d'assistance ciblée aux moyennes et grandes entreprises, notamment par le biais d'institutions financières du développement telles que la SFI ou autres fonds internationaux de soutien aux entreprises. Cependant, étant donné l'impossibilité d'apporter un large soutien salarial, comme l'ont fait les pays développés, il est urgent de travailler davantage sur des moyens innovants de soutenir l'emploi dans le secteur informel.
- 4. Fournir un soutien via les chaînes d'approvisionnement internationales :** des millions de travailleurs et d'agriculteurs sont employés dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises mondiales, telles que les détaillants en vêtements, les commerçants agricoles et les transformateurs de produits de base. Ces chaînes d'approvisionnement ont déjà mis en place des systèmes de paiement, de surveillance et des systèmes informatiques qui permettent la

remise en temps voulu des transferts monétaires. Les entreprises internationales doivent chercher à maintenir ces chaînes d'approvisionnement pour canaliser le soutien aux travailleurs à court terme, si possible, et pour maintenir l'emploi et les relations d'achat à plus long terme, afin de réduire les effets négatifs à long terme.

Réponse politique : Réouverture et récupération post-COVID-19

Il est maintenant nécessaire de travailler sur la manière de soutenir et de gérer la reprise économique post-COVID-19. Il s'agit d'un élément essentiel de la stratégie de sortie du confinement, mais il est également important de minimiser les dommages économiques à long terme de la crise et du confinement et d'autres mesures imposées actuellement. Pour cela, stratégie sanitaire et stratégie économique doivent être combinées.

- 1. Stratégie sanitaire :** les gouvernements doivent commencer à élaborer dès à présent leur stratégie de réouverture. Cela nécessite une évaluation de la faisabilité des tests d'anticorps, des tests d'antigène, du traçage des contacts (à la fois à l'intérieur du pays et aux frontières) et de la nécessité du port du masque, ainsi que les indicateurs qui imposeraient de nouvelles fermetures. Étant donné que la demande dépassera l'offre de tests de diagnostic dans un futur proche, il existe un besoin de données alternatives, telles que la surveillance sentinelle et les données sur les symptômes individuels, ainsi qu'une stratégie pour définir les personnes prioritaires pour être testées (par exemple, les agents de santé, la police, les fonctionnaires essentiels, ceux impliqués dans le maintien des chaînes d'approvisionnement essentielles). En outre, un soutien international sera nécessaire pour garantir l'accès et la distribution des vaccins aux pays en développement, une fois qu'ils auront été élaborés. Les gouvernements doivent commencer dès maintenant à éduquer les populations sur le vaccin, en s'efforçant de déstigmatiser et de gagner leur confiance. Les agents de santé communautaires peuvent jouer un rôle essentiel dans l'administration des tests et des vaccins.
- 2. Stratégie économique :** il convient d'ores et déjà de travailler davantage à éclairer les décisions du gouvernement sur les mesures appropriées pour soutenir la reprise économique après la crise COVID-19 et sur les stratégies économiques à long terme, qui seront différentes dans un monde post-COVID-19. Ce travail comprend d'aborder des questions telles que le rôle de la protection des importations, la sécurité alimentaire ainsi que ce qui peut être fait pour stimuler la création d'emplois à grande échelle après la crise.

Réponse politique : Maintenir la confiance dans le gouvernement

Maintenir la confiance dans le gouvernement est le fondement d'une réponse COVID-19 efficace : en période de crise, le manque de confiance empire les effets de cette crise (paniques bancaires, stockage de produits alimentaires, compromission de la distanciation physique pour obtenir de la nourriture). Les gouvernements doivent agir de manière à renforcer la confiance dans le fonctionnement des systèmes de base et à maintenir le soutien populaire à la réponse politique au COVID-19. Des politiques cohérentes et une délimitation claire des responsabilités au sein du gouvernement pour la réponse à la crise sont importantes, tout comme l'amélioration des données et de la transparence ainsi qu'une mise en place et une exécution efficaces.

- 1. Améliorer les données et la transparence :** étant donné le niveau élevé d'incertitude concernant l'impact de la pandémie et des réponses politiques, améliorer l'offre et la qualité des données est essentiel à la fois pour éclairer les choix politiques et pour conserver le soutien du public, en particulier si les restrictions s'étendent sur une longue période (voir dernière section ci-dessous).

2. **Mise en place et exécution efficaces** : étant donné les limites de la capacité de l'État, tous les services publics et toutes les mesures politiques doivent être évalués en termes de capacité des gouvernements à les exécuter et à les faire appliquer. Garantir l'adhésion est essentiel.
3. **Obtenir le soutien de la communauté** : étant donné les limites de la capacité de l'État, le soutien et la prise d'initiative au niveau local sont essentiels. Les dirigeants locaux doivent être bien informés et intégrés à l'effort national. Les groupes communautaires doivent considérer cette lutte contre la pandémie comme leur lutte.

Priorités dans la collecte de données pour soutenir la réponse politique

Obtenir en permanence des données à jour sera important pour favoriser l'apprentissage et améliorer la réponse politique. Il est important que le gouvernement mette en place des mécanismes pour suivre la manière dont les différents niveaux de gouvernement réagissent à la crise. Ceux-ci doivent être simples et ne pas imposer de charge supplémentaire au personnel, et ils doivent être conçus pour aider le gouvernement central à soutenir les niveaux inférieurs.

1. **Données sanitaires locales** : des données locales sur la prévalence sont nécessaires pour mieux comprendre la propagation de la COVID-19 et, plus particulièrement, pour soutenir les stratégies de confinement localisées. En l'absence d'une infrastructure adéquate pour les tests individuels, d'autres options doivent urgemment être envisagées. Différentes sources de données se compléteront et permettront une triangulation. Par exemple :
 - Des enquêtes téléphoniques auprès des ménages peuvent être utiles pour déterminer la prévalence des symptômes. Un serveur vocal interactif peut être utilisé pour générer des trames d'échantillons si nécessaire.
 - La collecte de données par des agents de santé communautaires, par exemple, pour enregistrer des données en temps réel sur les symptômes ou les cas de pneumonie (ou pour déterminer les prix des produits alimentaires au niveau local, voir ci-dessous)
 - Des enquêtes dans les hôpitaux de district pour collecter des données sur les cas de pneumonie, comme indicateur des infections au COVID-19.
 - Des mesures de surveillance sentinelle (telles que des tests des eaux usées pour détecter la présence du virus responsable du COVID-19) pour aider à déterminer la prévalence locale.
 - Des tests individuels ciblés, lorsque cela est possible, pour étalonner les symptômes et les données sentinelles.
 - Des données de localisation des smartphones pour évaluer le respect de la distanciation physique, les déplacements à l'intérieur des villes, etc.
2. **Données sur l'activité économique** : des données granulaires sur l'impact économique de la crise sont essentielles pour éclairer les politiques gouvernementales sur l'imposition, l'assouplissement et la conception de mesures de confinement et sur le besoin potentiel

d'assistance pour soutenir les moyens de subsistance.

- **Données sur les prix des produits alimentaires** : des données locales sur les prix des produits alimentaires sont essentielles pour identifier les pénuries alimentaires et comprendre les pressions sur les revenus des ménages. Les gouvernements ont besoin de données plus fréquentes sur les prix des produits alimentaires locaux, car les variations de prix peuvent être importantes étant donné que les marchés sont souvent mal intégrés.
- **Données sur les entreprises et les ménages** : des données d'enquêtes très fréquentes sur les entreprises et les ménages, y compris dans le secteur informel, peuvent être utilisées pour connaître l'ampleur du soutien nécessaire et où il est le plus nécessaire..
- **Données sur les paiements en douane et la TVA** : des données douanières très fréquentes et des données sur les transactions entre entreprises issues des machines de facturation électronique peuvent fournir des indicateurs en temps quasi réel sur le commerce international et l'activité économique nationale.
- **Données sur la logistique, les chaînes d'approvisionnement et les passages de frontières** : des données en temps réel sur les retards des camions, les ports et la disponibilité des conteneurs pourraient aider à identifier les goulots d'étranglement. Les données administratives ou de GPS sur le transport infranational, en particulier dans le domaine alimentaire, pourraient aider à identifier les pénuries et les problèmes de la chaîne d'approvisionnement.
- **Données de téléphonie mobile** : l'enregistrement des détails des appels et les données des transactions d'argent mobile peuvent fournir des informations riches et très fréquentes sur l'impact économique de la crise.

Remarque: Pour toute correspondance concernant cette note d'orientation, contacter Professeur Jonathan Leape, directeur exécutif à l'International Growth Center (j.leape@lse.ac.uk et envoyer une copie carbone à COVID-19@theigc.org).



The International Growth Centre (IGC) aims to promote sustainable growth in developing countries by providing demand-led policy advice based on frontier research. The IGC directs a global network of world-leading researchers and in-country teams in Africa and South Asia and works closely with partner governments to generate high quality research and policy advice on key growth challenges. Based at LSE and in partnership with the University of Oxford, the IGC is majority funded by the UK Department for International Development (DFID).